Décision : QCRC03-00121

Numéro de référence : M02-08671-3

Date de la décision: Le 9 mai 2003

Objet : NON-RESPECT D'UNE CONDITION

Endroit : Québec

Date de l'audience: Le 7 mai 2003
(Montréal)

Présent : Jean Giroux, avocat
Vice-président

Non-respect de condition
Loi concernant les
propriétaires et exploitants
de véhicules lourds L.R.Q., c. P-30.3

Personne(s) visée(s) :

3-M-30035C-437-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal
(Québec)
H2M 2V1

Agissant de sa propre initiative

-et-

4044185 CANADA INC.
540, rue Jarry Ouest
Montréal
(Québec)
H3N 1E9

Intimée

Procureur de la Commission : M^e Yves Gemme

La procédure

La Commission est saisie d'une demande de déclaration d'inaptitude totale parce que l'intimée n'a pas respecté la décision MCRC02-00185 du 12 juillet 2002 permettant l'inscription de l'intimée avec une cote de niveau « conditionnel », décision qui ordonnait ce qui suit :

- «- *ACCEPTÉ la demande d'inscription de 4044185 CANADA inc., faisant affaires sous la raison sociale de Desmesh Agriculture Service, au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds;*
- *ATTRIBUE une cote initiale comportant la mention «conditionnel»;*
- *ASSORTIT cette inscription des conditions d'exploitation suivantes:*
 - a) *Le véhicule lourd exploité par l'entreprise 4044185 Canada inc., devra être exclusivement conduit par le chauffeur Gurdev Singh DHILLON;*
 - b) *M Behbal Singh THANDI devra suivre d'ici au 30 août 2002 une formation d'une durée de 8 heures portant sur les obligations découlant de la Loi sur les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, auprès du Centre de formation en transport routier de Saint-Jérôme;*
- *STATUE QUE l'évaluation des connaissances de M THANDI devra être faite d'ici le 30 août 2002 au Centre de formation en transport routier de Saint-Jérôme et transmise à la Secrétaire de la Commission, Me Natalie Lejeune au 200, chemin Sainte-Foy, 7^e étage Québec (Québec) G1R 5V5, dans le même délai.»*

Le droit

La demande est soumise en vertu de l'article 27 (3) de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds lequel se lit comme suit :

- «27. La Commission déclare totalement inapte la personne qui :
- 1^o à son avis, a mis en péril, par ses agissements ou ses omissions, la sécurité des usagers du réseau routier ou a compromis de façon significative l'intégrité de ce réseau;
 - 2^o a fourni un renseignement faux au regard des paragraphes 1^o ou 3^o du premier alinéa de l'article 7;
 - 3^o a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle;
 - 4^o a été déclarée coupable d'un acte criminel relié à l'utilisation d'un véhicule lourd et pour lequel elle n'a pas obtenu de pardon;
 - 5^o a été l'objet d'une décision d'une autre autorité administrative, visée par un accord conclu selon l'article 8, lui interdisant de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd.»

La Commission a discrétion pour déterminer la durée de telle inap-titude.

La preuve

Maître Gemme a fait entendre Lorraine Brunet, inspectrice à la CTQ, laquelle a confirmé qu'aucune des conditions imposées par la décision du 12 juillet 2002 n'a été respectée.

Les représentants de l'intimée, Behbal Singh Thandi et Tirath Sing Sahota, ont tout simplement indiqué n'avoir pas compris la décision.

Leur véhicule n'a pas été utilisé durant l'hiver ; il vient d'être immatriculé et mis en état de circuler.

Ils veulent pouvoir l'utiliser pour transporter les cueilleurs aux champs cet été.

La décision

Les dispositions de l'article 27 précitées sont claires et ne prêtent à aucune interprétation : l'intimée doit donc être déclarée totalement inapte.

Il n'y a aucune preuve de mise en danger ou de comportement délinquant de sorte qu'il y a lieu de limiter au minimum la période durant laquelle l'intimée ne peut se réinscrire.

Il serait sage toutefois pour cette dernière et ses représentants de prendre immédiatement toutes les mesures pour suivre les cours de formation sur la Loi concernant les propriétaires et exploi-tants de véhicules lourds d'une durée de huit heures au Centre de formation en transport routier de Saint-Jérôme comme le prévoyait la décision du 12 juillet 2002.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 27 de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L. R. Q., c. P-30.3) ;

CONSIDÉRANT la Loi sur la justice administrative (L. R. Q. c. J-3);

POUR CES MOTIFS, la Commission :

- DÉCLARE totalement inapte l'intimée 4044185 CANADA INC. pour la période des 9, 10 et 11 mai 2003 ;
- MODIFIE la cote comportant la mention « satisfaisant » de l'intimée 4044185 CANADA INC. pour une cote comportant la mention

« **insatisfaisant** » pour les 9, 10 et 11 mai 2003 ;

- DÉCLARE QUE 4044185 CANADA INC. ne pourra soumettre une demande de réinscription avant le 12 mai 2003.

Jean
Giroux, avocat
Vice-président

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie de la présente décision.